

**Décision du Conseil de l'IBPT
du 17 août 2021
concernant
la déclaration de conformité du système de
comptabilisation des coûts de bpost pour 2019**

version non-confidentielle

TABLE DES MATIÈRES

1. OBJET	3
2. RÉTROACTES	3
3. ASPECTS JURIDIQUES	3
3.1. Textes applicables	3
3.2. Procédure et compétence de l'IBPT	6
3.3. Principes de répartition des coûts.....	8
4. Modifications introduites par bpost en 2019	10
5. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	11
6. VOIES DE RECOURS.....	12

1. OBJET

1. La présente décision a pour objet la déclaration de conformité ou de non-conformité du système de comptabilisation des coûts de bpost pour 2019, prévue par l'article 19 de l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à la comptabilité analytique du prestataire du service universel postal (ci-après l'« AR du 25 avril 2014 »), pris en exécution des articles 144quinquies à 144septies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques¹ (ci-après la « loi du 21 mars 1991 »), remplacés, sans modification, par les articles 20 à 22 de la loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux (ci-après « la nouvelle loi postale »), à compter du 10 février 2018.

2. RÉTROACTES

2. Dans le cadre du contrôle de sa comptabilité analytique 2019, qui fait l'objet de la présente décision, bpost a transmis le 22 avril 2020 des informations concernant la liste des produits 2019. Après avoir analysé la nouvelle liste des produits, l'IBPT a envoyé le 20 mai un courrier contenant des questions sur les 108 lignes de produits supprimées et sur les 16 nouvelles lignes de produits ajoutées pour 2019. Le 10 juin, bpost a transmis sa réponse. Le 28 octobre, l'IBPT a communiqué à bpost les imprécisions qui subsistaient quant à des lignes de produits spécifiques, concernant la description des lignes de produits, les raisons des suppressions et les effets sur le détail des futurs rapports. Une discussion concernant ces questions en suspens a eu lieu le 9 novembre. Ensuite, les 10 novembre, 8 et 9 décembre 2020, bpost a également fourni des réponses et des corrections écrites plus approfondies. Le 26 janvier 2021, l'IBPT a ensuite approuvé les modifications apportées à la liste des produits pour 2019.
3. Le 17 juin 2020, l'IBPT a reçu des informations de bpost concernant la comptabilité analytique 2019 ; les dossiers concernant la comptabilité analytique pour les années 2017 et 2018 étaient encore en cours à ce moment-là. Le 2 avril 2021, l'IBPT a ensuite reçu le projet de rapport du Collège des Commissaires. Comme ce rapport faisait mention de modifications détectées par le Collège des Commissaires mais qui n'ont pas été reprises par bpost dans le LOG-file², l'IBPT a demandé des clarifications au Collège des Commissaires et à bpost. Les 4 et 5 mai, l'IBPT a ensuite reçu des précisions de bpost à ce sujet.
4. Conformément à l'article 19 de la loi statut, qui dispose que « *Le Conseil offre à toute personne directement et personnellement concernée par une décision la possibilité d'être entendue au préalable. Les décisions du Conseil sont notifiées aux personnes directement et personnellement concernées et au ministre.* », bpost a eu la possibilité de formuler des remarques concernant le projet de décision à partir du 17 juin 2021. Le projet de décision a également été transmis au Collège des Commissaires pour information, par courrier du 17 juin 2021. Le 22 juillet 2021, l'IBPT a reçu les notifications de passages confidentiels de bpost, il n'y a pas eu de commentaires (concernant 2019).

3. ASPECTS JURIDIQUES

3.1. Textes applicables

¹ M.B., 27/03/1991.

² Il s'agit d'un document en Excel reprenant les principales modifications au niveau des inducteurs, ressources, activités et produits.

5. La présente décision est prise en application de l'article 144septies de la loi du 21 mars 1991, remplacé par l'article 22 de la nouvelle loi postale à compter du 10 février 2018, et de l'article 19 de l'AR du 25 avril 2014. Ces dispositions transposent l'article 14 de la directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service (ci-après la « directive 97/67 »).

Directive 97/67 (art. 14)

6. L'article 14, § 2, de la directive 97/67 est libellé comme suit : « *Le ou les prestataires du service universel tiennent dans leur comptabilité interne des comptes séparés pour établir une nette distinction entre, d'une part, les services et produits qui font partie du service universel et, d'autre part, les services et produits qui n'en font pas partie. Cette distinction est prise en compte lorsque les États membres calculent le coût net du service universel. Cette comptabilité interne se fonde sur l'application cohérente des principes de la comptabilité analytique, qui peuvent être objectivement justifiés.* »
7. Cette exigence de séparation comptable entre les services et produits faisant partie du service universel et ceux n'en faisant pas partie a pour objectif la transparence des coûts réels engendrés par ces deux catégories de produits et services afin d'éviter que des subventions croisées puissent affecter défavorablement les conditions de concurrence dans le segment du service universel (cf. considérant 28 de la directive 97/67 et considérant 41 de la directive 2008/6).
8. Le considérant 41 de la directive 2008/6³, qui est venue modifier la directive 97/67 de manière à mettre un terme aux anciens « services réservés » et ainsi finaliser la libéralisation du marché postal, précise en effet que :

« Dans la perspective du passage à un marché pleinement concurrentiel et afin que les subventions croisées n'aient pas d'effet néfaste sur la concurrence, il convient de continuer à exiger des États membres qu'ils maintiennent l'obligation faite aux prestataires du service universel de tenir une comptabilité séparée et transparente, sous réserve des adaptations nécessaires.

Cette obligation devrait permettre aux autorités réglementaires nationales, aux autorités de la concurrence et à la Commission de disposer des informations nécessaires à l'adoption de toute décision concernant le service universel et de contrôler l'équité des conditions du marché en attendant que la concurrence devienne effective. La coopération entre les autorités réglementaires nationales, qui continueraient ainsi à élaborer des critères de référence et des lignes directrices en la matière, devrait contribuer à l'application harmonisée de ces dispositions.

La tenue d'une comptabilité séparée et transparente devrait fournir aux États membres et à leurs autorités réglementaires nationales des informations comptables suffisamment détaillées pour :

- *adopter des décisions relatives au service universel ;*

³ Directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté, JO L 52 du 27.2.2008, p. 3–20.

- servir à déterminer si les obligations de service universel imposées font supporter un coût net aux prestataires du service universel et constituent une charge financière inéquitable pour ceux-ci ;
- garantir que les tarifs appliqués au service universel sont conformes aux principes tarifaires fixés dans la présente directive ;
- assurer la conformité avec les principes des frais terminaux fixés dans la présente directive, et contrôler l'équité des conditions du marché en attendant que la concurrence devienne effective. »
-

9. L'article 14, §§ 3 et 4, de la directive 97/67 prévoit que, sauf autorisation préalable de l'autorité nationale de régulation et information de la Commission, la comptabilité séparée répartit les coûts comme suit :

- a) les coûts qui peuvent être directement affectés à un service ou un produit particulier le sont ;
- b) les coûts communs, c'est-à-dire ceux qui ne peuvent pas être directement affectés à un service ou un produit particulier, sont répartis comme suit :
 - i) chaque fois que cela est possible, les coûts communs sont répartis sur la base d'une analyse directe de l'origine des coûts eux-mêmes ;
 - ii) lorsqu'une analyse directe n'est pas possible, les catégories de coûts communs sont affectées sur la base d'un rapport indirect à une autre catégorie de coûts ou à un autre groupe de catégories de coûts pour lesquels une affectation ou imputation directe est possible ; le rapport indirect est fondé sur des structures de coût comparables ;
 - iii) lorsqu'il n'y a pas moyen de procéder à une imputation directe ou indirecte, la catégorie de coûts est imputée sur la base d'un facteur de répartition général calculé en établissant le rapport entre, d'une part, toutes les dépenses directement ou indirectement affectées ou imputées à chacun des services universels et, d'autre part, toutes les dépenses directement ou indirectement affectées ou imputées aux autres services ;
 - iv) les coûts communs nécessaires pour assurer à la fois les services universels et non universels sont imputés de la manière qu'il convient ; les mêmes inducteurs de coût sont appliqués aux services tant universels que non universels.

10. Enfin, l'article 14, § 5, de la directive 97/67 prévoit que : « *Les autorités réglementaires nationales veillent à ce que la conformité avec l'un des systèmes de comptabilité analytique décrits aux paragraphes 3 ou 4 soit vérifiée par un organe compétent indépendant du prestataire du service universel. Les États membres veillent à ce qu'une déclaration de conformité soit publiée périodiquement.* »⁴

Loi du 21 mars 1991 (art. 144quinquies à septies) et la nouvelle loi postale (art. 20 à 22)

11. L'article 144septies de la loi du 21 mars 1991 prévoit ce qui suit :

« *L'Institut veille à ce que :*

⁴ Nous soulignons.

- *la comptabilité analytique interne visée aux articles 144quinquies et 144sexies soit vérifiée par le Collège des Commissaires ou tout autre organisme compétent désigné par l'IBPT, indépendant du prestataire du service universel. Le Roi fixe les modalités du contrôle du respect des articles 144quinquies et 144sexies de la loi. Les coûts du contrôle sont supportés par le prestataire du service universel ;*
- *une déclaration de conformité soit publiée chaque année. Le contenu et les modalités de cette publication sont fixés par le Roi. La déclaration de conformité ne peut contenir ni faire référence aux informations confidentielles visées à l'article 144sexies, § 5.*⁵

12. L'article 144septies, a été inséré par l'article 20 de l'arrêté royal du 9 juin 1999. Le Rapport au Roi précise ce qui suit : « En vertu de l'article 144septies, l'Institut veillera, dans le cadre de son pouvoir général de contrôle fondé sur l'article 75 de la loi, à ce que les comptes du prestataire du service universel soient vérifiés par un organe compétent et indépendant. La mission de l'Institut dans le cadre du présent article 144septies n'implique pas un examen systématique de la comptabilité du prestataire du service universel mais lui permet de disposer de données fiables lorsqu'un contrôle particulier s'avère nécessaire »⁶.

13. L'article 75 de la loi du 21 mars 1991, auquel il est fait référence, a été abrogé par la loi statut et remplacé par l'article 14 de cette même loi, qui prévoit la compétence générale de contrôle de l'IBPT portant notamment sur le respect de la loi postale et de ses arrêtés d'exécution (3°), en ce compris les dispositions relatives à la comptabilité analytique.

Les articles 144quinquies à 144septies ont été abrogés par l'article 36 de la nouvelle loi postale et repris, sans modification, aux articles 20 à 22 de la nouvelle loi postale applicables à compter du 10 février 2018. L'arrêté royal du 25 avril 2014 demeure par ailleurs applicable sous l'empire de la nouvelle loi postale.

AR du 25 avril 2014 relatif à la comptabilité analytique du prestataire du service universel

14. L'AR du 25 avril 2014 relatif à la comptabilité analytique du prestataire de service universel fixe les modalités du contrôle du respect des articles 144quinquies et 144sexies de la loi du 21 mars 1991 et des articles 20 et 21 de la nouvelle loi postale. Ces modalités sont décrites aux points suivants (cf. points 3.2 « Procédure et compétence de l'IBPT » et 3.3 ci-dessous « Principes de répartition des coûts »).

3.2. Procédure et compétence de l'IBPT

15. **Recueil des informations relatives à la comptabilité analytique :** Conformément à l'article 144sexies, § 5, de la loi du 21 mars 1991 et l'article 21, § 4, de la nouvelle loi postale : *« Le prestataire du service universel tient à jour un document relatif à sa compatibilité analytique, contenant des informations suffisamment détaillées sur les systèmes de comptabilité analytique qu'il utilise ainsi que les informations comptables détaillées découlant de ces systèmes ».*

⁵ Nous soulignons.

⁶ Rapport au Roi de l'AR du 9 juin 1999 transposant les obligations découlant de la directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service, *M.B.*, 18/08/1999.

16. En vertu de l'article 2 de l'AR du 25 avril 2014, les informations confidentielles, visées à l'annexe de l'AR du 25 avril 2014, sont tenues à la disposition de l'auditeur dans les 60 jours suivants la clôture de la comptabilité générale et adressée, sur demande, à l'IBPT et à la Commission européenne (§ 1^{er}). La version non confidentielle (§ 2) est fournie d'initiative à l'IBPT ainsi qu'à l'auditeur, et publiée sur le site Internet du prestataire du service universel, après approbation par l'IBPT.
17. Ce document comprend au moins :
- Le périmètre de la comptabilité analytique ;
 - Un descriptif de la structure de la méthodologie d'allocation via les activités ;
 - Les méthodes d'allocation pour les coûts directs, indirects et les frais généraux ;
 - Les modes d'allocation des ressources, les listes des inducteurs de coûts par activité principale ;
 - La justification de toute modification d'un des éléments susvisés par rapport à l'année précédente.
18. **Établissement de la liste des produits** : conformément à l'article 144quinquies, § 2, de la loi du 21 mars 1991, à l'article 20 de la nouvelle loi postale et à l'article 13 de l'AR du 25 avril 2014, le prestataire du service universel soumet chaque année à l'approbation de l'Institut la catégorie à laquelle appartient chacun des services qu'il propose (universel, public ou commercial). Le prestataire du service universel soumet en même temps à l'IBPT toutes les propositions de modification dans l'année qui précède leur introduction. Une fois approuvée par l'IBPT, la liste des produits est communiquée à l'auditeur.
19. **Établissement de la liste des inducteurs de coûts** : chaque année, dans les 30 jours suivant l'approbation de la comptabilité générale par l'assemblée générale, le prestataire du service universel fournit à l'IBPT et à l'auditeur, la liste des inducteurs de coûts intervenant dans son modèle de coûts, ainsi qu'une liste motivée des principales modifications et la vérification du lien de causalité (art. 9 et 10, AR 25 avril 2015).
20. **Contrôle par l'auditeur** : l'auditeur vérifie si les liens de causalité entre les inducteurs de coût et les activités sont économiquement acceptables et conformes à la hiérarchie de règles de répartition reprise à l'article 144sexies de la loi du 21 mars 1991 et à l'article 21 de la nouvelle loi postale (art. 11, AR 25 avril 2014).
21. L'article 18 de l'AR du 25 avril 2014 précise :
- « Le rapport annuel de l'auditeur contient au moins la description documentée des vérifications opérées, le cas échéant les irrégularités constatées, ses recommandations et ses conclusions.
Le rapport de l'auditeur sert de base à la déclaration de conformité publiée par l'Institut. »⁷*
22. Les vérifications auxquelles l'article 18 de l'AR du 25 avril 2014 fait référence sont décrites aux articles 8 et 11 à 17 de l'arrêté.
23. Il s'agit des vérifications suivantes :
- Réconciliation entre la comptabilité analytique et la comptabilité générale (art. 8) ;
 - Lien de causalité entre les inducteurs de coûts et les activités (art. 11) ;
 - Vérification par sondage de l'exactitude des données statistiques alimentant le modèle de coûts du prestataire du service universel (art. 12) ;

⁷ Nous soulignons.

- Vérification de l'exactitude de la classification des produits et services en produits ou services universels, publics ou commerciaux (art. 14-15) ;
 - Vérification des procédures de modification et d'introduction des données de base dans la comptabilité analytique (art. 16-17).
24. **Déclaration de conformité ou de non-conformité** : En vertu de l'article 19 de l'AR du 25 avril 2014 : « *L'Institut adresse chaque année au prestataire du service universel une déclaration de conformité ou de non-conformité sur la base du rapport visé à l'article 18 du présent arrêté. La décision de l'Institut contenant cette déclaration est publiée sur son site.* »⁸

3.3. Principes de répartition des coûts

25. La hiérarchie de règles de répartition prévue par l'article 14, § 3, de la directive 97/67 est reprise à l'identique à l'article 144sexies, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 et à l'article 2, § 1^{er}, de la nouvelle loi postale. Elle peut être résumée comme suit :
- 1) Catégorie 1 : En premier lieu, il convient d'affecter les coûts qui peuvent être directement attribués à un service ou à un produit particulier (« coûts spécifiques »).
 - 2) Catégorie 2 : En deuxième lieu, les coûts qui n'ont pas pu être affectés conformément à la règle 1 (« coûts communs ») doivent être affectés selon l'origine directe de ces coûts.
 - 3) Catégorie 3 : En troisième lieu, les coûts qui n'ont pas pu être affectés conformément aux règles 1 et 2 doivent être affectés selon un rapport indirect à une autre catégorie de coûts, fondé sur des structures de coût comparables.
 - 4) CATÉGORIE 4 : En quatrième lieu, les coûts qui n'ont pas pu être affectés conformément aux règles 1, 2 et 3 doivent être affectés au prorata des coûts déjà attribués aux services et produits « SU » et « non SU ».
26. Afin de clarifier la législation européenne, l'article 144, alinéa 3, et l'article 21, alinéa 2, disposent en outre que : « *La répartition des coûts est réalisée par le prestataire du service universel conformément aux principes visés au § 1^{er}. Cela se fait selon la méthode d'allocation complète des coûts, mieux connue sous l'appellation 'FDC – Fully Distributed Cost' (ou 'Fully Allocated Cost') pour laquelle le principe 'ABC-Activity Based Costing', qui impute les coûts aux produits sur la base des activités, est appliqué.* »
27. En vertu de l'art. 6 de l'AR du 25 avril 2014, les principes de base suivants sont applicables au système de comptabilisation des coûts du prestataire du service universel⁹ :
- **Principe de causalité (art. 6, 1^o)** : les coûts doivent être alloués, directement ou indirectement, aux services qui sont la « cause » de ces coûts. Ceci exige de vérifier la pertinence de chaque poste de coûts, d'identifier et de quantifier le facteur de coûts pertinent (« inducteur de coût ») et d'utiliser cet inducteur de coût pour l'allocation des coûts correspondants.

⁸ Nous soulignons.

⁹ Quant à l'interprétation de ces principes, cf. not. la position commune de l'ERGP (ERGP (12) 28 Rev. 1 – Common Position on cost allocation rules), disponible sous ce lien : <https://ec.europa.eu/docsroom/documents/14289/attachments/1/translations>.

Des méthodologies de type « Activity-Based Costing » (ABC) doivent être utilisées. ABC est une méthode basée sur des inducteurs de coût suivant et allouant les coûts via les activités effectuées et permettant d'établir des liens de causalité clairs entre les activités, les coûts correspondants et les résultats de ces activités.

- **Principe d'objectivité (art. 6, 2°) :** l'allocation des coûts doit être objective. Ce concept, tel qu'utilisé pour l'établissement de la comptabilité selon la méthode ABC, fait référence au fait que les comptes sont établis sur la base de faits objectifs (cf. l'article 7, ci-dessous, relatif à la qualité de l'information prise en considération) ;
 - **Principe de cohérence (art. 6, 3°) :** les règles de répartition doivent, dans la mesure du possible, être comparables d'année en année. Lorsque des modifications apportées à la méthodologie, à la structure, à l'organisation interne ou au fonctionnement ont un impact significatif, la nature et la justification de ces modifications doivent être clairement exposées.
 - **Principe de transparence (art. 6, 4°) :** le système de comptabilisation des coûts doit faire l'objet d'une documentation détaillée et complète. L'opérateur doit pouvoir expliquer dans le détail les méthodologies utilisées et le système de comptabilisation des coûts. En lisant la description fournie par l'opérateur, un lecteur suffisamment informé doit pouvoir comprendre la structure générale du système de comptabilisation des coûts, ainsi que les principes d'évaluation et de répartition des coûts, et se faire une opinion du caractère raisonnable de ces principes.
28. En outre, conformément à l'article 7, § 1^{er}, de l'AR du 25 avril 2014, les informations utilisées par le système et les informations qui en sont extraites se doivent d'être :
- **Pertinentes (art. 7, § 1^{er}, 1°) :** c'est-à-dire utiles pour le processus décisionnel (dans le cas présent, il s'agit des décisions que le régulateur peut être amené à prendre) et disponibles en temps utile ;
 - **Fiabiles (art. 7, § 1^{er}, 2°) :** c'est-à-dire complètes, exemptes d'erreurs matérielles et systématiques, reflétant ainsi fidèlement la réalité. Lorsque des échantillons sont utilisés pour dériver l'attribution des coûts, les méthodes d'échantillonnage doivent reposer sur des techniques statistiques reconnues ;
 - **Comparables (art. 7, § 1^{er}, 3°) :** de manière à mettre en évidence les tendances et les différences au fil du temps ;
 - **Matérielles (art. 7, § 1^{er}, 4°) :** une information est matérielle si son omission ou une présentation inexacte influence raisonnablement l'interprétation des résultats ou les décisions à prendre sur la base du système de comptabilisation des coûts ;
 - **Vérifiables (art. 7, § 1^{er}, 5°) :** les informations doivent pouvoir être suivies et réconciliées entre elles au travers du processus d'allocation, depuis les données sources jusqu'au résultat final. L'opérateur doit en outre conserver les données nécessaires pour permettre le contrôle du système de comptabilisation des coûts.

4. Modifications introduites par bpost en 2019

29. Le Collège des Commissaires examine chaque année les modifications concernant les changements en matière d'inducteurs de coûts utilisés par bpost dans le cadre de sa comptabilité analytique. Il s'appuie pour cela sur une liste de motivations des modifications apportées et sur une vérification du lien logique entre la source et la destination. À cet effet, bpost met le LOG-file à disposition. Il s'agit d'un document en Excel reprenant les principales modifications au niveau des inducteurs, ressources, activités et produits. Le Collège des Commissaires sera informé de toute modification de la structure et des motivations y afférentes par le biais d'une présentation PowerPoint distincte de bpost. Le Collège des Commissaires a formulé les remarques suivantes sur l'utilisation du LOG-file dans son rapport (voir également le rapport complet en annexe) :
- *« Nos travaux sur le LOG-file ont permis de constater que celui-ci était documenté de manière bien structurée et cohérente, ce qui simplifie sa vérification.*
 - *Il ressort de nos travaux que certaines modifications au niveau du LOG-file ont été mieux motivées que d'autres. Si la nature ou la motivation des changements n'étaient pas suffisamment claires dans le LOG-file, les explications et justifications nécessaires ont été fournies par la Profitability & Costing team. Aucune information ou définition n'est disponible dans le LOG-file même concernant les inducteurs nouvellement créés.*
 - *Pendant nos travaux, il est ressorti que le LOG-file ne comportait pas toutes les modifications : une comparaison du modèle 2019 au modèle 2018bis a permis de détecter des modifications qui n'étaient pas reprises dans le LOG-file. Le processus d'intégration des modifications dans le LOG-file n'a par conséquent pas toujours été respecté. Toutefois, nous avons reçu suffisamment d'explications et de justifications après prise de renseignements et les allocations concernées ont été appliquées correctement et en tant que telles dans le modèle. »*
30. C'est l'absence de ces modifications dans le LOG-file qui a incité l'IBPT à demander des éclaircissements tant au Collège des Commissaires qu'à bpost. Il en ressort que le Collège des Commissaires a identifié quatre changements supplémentaires.
31. Pour deux de ces changements, sous « modified source » respectivement : « BCG221-finance & accounting » et « BCG037-general cost », selon la réponse de bpost du 4 mai 2021, il ne s'agissait pas d'un changement effectif d'inducteur de coûts. Il n'y a eu qu'un changement de nomenclature, c'est-à-dire le nom de l'inducteur de coûts, de sorte qu'il n'y a pas eu de changement réel concernant l'allocation des coûts. Pour information, la nomenclature a été modifiée de « Direct R-A » en « Direct ».
32. Le troisième changement constaté était la création d'un nouveau pool de ressources (« modified source » : « RP_Bonus » sous « modified destination » : U-Terminals dues) pour l'attribution aux produits. Il s'agissait d'un changement comptable qui, selon bpost, est intervenu à la dernière minute et n'a par conséquent pas été documenté. Toutefois, cette omission n'était pas significative, étant donné que le pool affecté s'élève à environ [CONFIDENTIEL] EUR. Selon bpost, le changement a depuis été correctement documenté, suite à la demande du Collège des Commissaires.
33. La dernière modification que le Collège des Commissaires n'a pas trouvée dans le LOG-file était en fait bel et bien incluse dans le LOG-file, mais sous une description qui comprenait plusieurs modifications. Selon bpost, ces différentes modifications pouvaient être regroupées sous un même intitulé.
34. Le 5 mai 2021, bpost a également fourni le LOG-file complet.

35. L'IBPT a pu déterminer l'impact non significatif évoqué par bpost grâce à l'évolution de l'allocation des coûts. La Figure 1 ci-dessous fournit en effet un aperçu de l'évolution de la répartition des coûts entre les quatre catégories de produits et services de bpost. Dans cette figure, les produits et services relevant du service universel sont représentés par la lettre « U », les produits et services d'intérêt économique général ne relevant pas du service universel par la lettre « P », les produits et services commerciaux par la lettre « C » et enfin les produits et services « internes » par la lettre « S ».

Figure 1 : Évolution de la répartition des coûts entre catégories

- [CONFIDENTIEL]

Source : IBPT

36. Une perturbation de la tendance naturelle de l'évolution des coûts relatifs apparaît très clairement pour l'année 2016.
37. En effet, durant les trois premières années (2013-2015), l'on constate une diminution des coûts relatifs alloués aux produits et services relevant du service universel (« U ») en raison de la baisse des volumes pour cette catégorie, tandis que les produits et services commerciaux (« C ») évoluent dans le sens inverse, en raison de l'augmentation des volumes dans cette dernière catégorie.
38. Pour ce qui concerne l'année 2016, une rupture de cette tendance peut être observée suite aux modifications apportées par bpost dans sa méthodologie d'allocation des coûts. Le coût relatif représenté par les produits et services commerciaux (« C ») revient à son niveau de 2013, tandis que le coût représenté par les produits et services d'intérêt économique général (« P ») et, en particulier, par les produits et services relevant du service universel (« U »), augmente.
39. La tendance initiale observée pour la période 2013-2015, fondée sur l'évolution des volumes, reprend ensuite son cours à compter de l'année 2017, comme l'on peut s'en apercevoir en comparant les coûts relatifs de chaque catégorie pour l'année 2017 avec ceux de l'année 2016.
-
40. À la suite de la décision du Conseil de l'IBPT du 10 octobre 2019 concernant la déclaration de non-conformité de la comptabilité analytique 2016, l'on constate pour l'année 2018 une normalisation de la répartition des coûts entre d'une part les produits et services commerciaux (« C ») et d'autre part, les produits et services relevant du service universel (« U ») et les produits et services d'intérêt économique général (« P »). En 2019, cette dernière tendance se poursuit.

5. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

41. Par la présente décision, l'IBPT adresse une déclaration de conformité au prestataire du service universel pour ce qui concerne sa comptabilité analytique 2019, conformément à l'article 19 de l'AR du 25 avril 2014.

42. L'IBPT se réserve le droit de procéder à toute vérification utile quant au respect des principes de répartition des coûts dans le cadre des exercices ultérieurs, non seulement en ce qui concerne les modifications déclarées non conformes et les remarques formulées concernant la comptabilité analytique 2016-2017, mais aussi la méthode d'allocation des coûts de bpost dans son ensemble.
43. En annexes à la présente décision, figure le rapport rédigé par le Collège des Commissaires de bpost (Annexe 1).

6. VOIES DE RECOURS

44. Conformément à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges, vous avez la possibilité d'introduire un recours contre cette décision devant la Cour des marchés, Place Poelaert 1, B-1000 Bruxelles. Les recours sont formés, à peine de nullité prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe de la cour d'appel de Bruxelles dans un délai de soixante jours à partir de la notification de la décision ou à défaut de notification, après la publication de la décision ou à défaut de publication, après la prise de connaissance de la décision.
45. La requête contient, à peine de nullité, les mentions requises par l'article 2, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges. Si la requête contient des éléments que vous considérez comme confidentiels, vous devez l'indiquer de manière explicite et déposer, à peine de nullité, une version non confidentielle de celle-ci. L'Institut publie sur son site Internet la requête notifiée par le greffe de la juridiction. Toute partie intéressée peut intervenir à la cause dans les trente jours qui suivent cette publication.

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Jack Hamande
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Bpost NV van publiek recht
Muntcentrum
1000 Brussel

17 juni 2021

Overeenkomstig artikel 22 §1 van de wet van 26 januari 2018¹, het koninklijk besluit van 25 april 2014² en de opdrachtbrief brengen wij verslag uit over de door ons overeengekomen en verrichtte bijzondere werkzaamheden met betrekking tot specifieke financiële informatie. Onze opdracht werd uitgevoerd overeenkomstig de International Standards on Related Services (ISRS 4400) ("Opdrachten tot het verrichten van overeengekomen specifieke werkzaamheden met betrekking tot financiële informatie").

De draagwijdte van deze opdracht werd gespecificeerd in bovenvermeld Koninklijk Besluit. Meer bepaald omvat deze opdracht bepaalde controlewerkzaamheden met betrekking tot de analytische boekhouding van bpost NV van publiek recht (hierna "bpost") voor het boekjaar 2019. Onze werkzaamheden werden uitgevoerd en zijn afgesloten in overeenstemming met bovenvermelde specificaties. Dit rapport kan enkel worden aangewend in het kader van voornoemde opdracht en kan bijgevolg niet worden gebruikt voor enige andere doelstelling, noch worden overgemaakt aan partijen, andere dan bpost of het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie ("BIPT"). In geen enkel geval kunnen wij aansprakelijk worden gesteld ten aanzien van andere partijen dan bpost en het BIPT.

De hierna opgelijste en uitgevoerde werkzaamheden betreffen geen volkomen controle, noch een beperkt nazicht, zoals gedefinieerd in de "International Standards on Auditing" ("ISA"). Bijgevolg formuleren wij geen oordeel over de getrouwheid van de analytische boekhouding van bpost in haar geheel. Volledigheidshalve wijzen wij er nog op dat, indien wij aanvullende werkzaamheden zouden hebben verricht of een volledige controle zouden hebben uitgevoerd, wellicht andere bevindingen aan het licht zouden kunnen zijn gebracht die voor u mogelijk van belang zouden kunnen zijn geweest. Deze controle van de analytische boekhouding is een volledige controle in de betekenis van de postale wet en zou al dusdanig volstaan om te besluiten of bpost al dan niet voldoet aan haar wettelijke verplichting betreffende analytische boekhouding.

Onze, in het kader van bovenvermelde opdracht, uitgevoerde en overeengekomen specifieke werkzaamheden zijn hieronder samengevat:

1. Reconciliatie van de analytische boekhouding met de algemene boekhouding;
2. Verificatie via peiling van het causale verband tussen de cost drivers en de activiteit van de analytische boekhouding;
3. Verificatie via peiling van de juistheid van de statistische gegevens die worden ingevoerd in het costing-model van bpost;

¹ Wet betreffende de postdiensten

² Koninklijk besluit betreffende de analytische boekhouding van de aanbieder van de universele postdienst.

4. Verificatie van de juistheid van de classificatie van de producten in klasse "Universeel", "Openbaar" en "Commercieel" in navolging van artikel 2, §2, en artikel 13 van het KB van 25 april 2014;
5. Verificatie van de processen/procedures inzake wijziging en invoering van de basisgegevens in de analytische boekhouding.

Feitelijke bevindingen

Onze feitelijke bevindingen, die voortvloeien uit onze uitgevoerde werkzaamheden, zijn hierna samengevat:

► Met betrekking tot punt 1

De bedrijfsopbrengsten evenals de bedrijfskosten opgenomen in de analytische boekhouding konden worden afgestemd met de bedrijfsopbrengsten en de bedrijfskosten van de algemene boekhouding. De elementen die deze afstemming mogelijk maken, werden geïdentificeerd en naar behoren verklaard.

► Met betrekking tot punt 2:

1. Nazicht en documentatie van de wijzigingen in cost drivers

- Het BIPT vraagt jaarlijks een lijst te verschaffen met de voornaamste wijzigingen i.v.m. de cost drivers, een lijst met motiveringen voor de doorgevoerde wijzigingen en een verificatie van het logische verband tussen de bron en de bestemming. bpost stelt hiertoe de LOG-file ter beschikking. Dit is een document in Excel waarin de voornaamste wijzigingen in drivers, resources, activiteiten en producten zijn opgenomen. Over eventuele wijzigingen in de structuur en bijbehorende motivering worden we geïnformeerd door een aparte presentatie in PowerPoint. Over het gebruik van de LOG-file kunnen volgende opmerkingen worden gemaakt :

- Op basis van onze werkzaamheden met betrekking tot de LOG-file werd opgemerkt dat deze file consistent en goed gestructureerd is gedocumenteerd, hetgeen het nazicht ervan vereenvoudigt.
- Uit onze werkzaamheden blijkt dat sommige wijzigingen in de LOG-file beter gemotiveerd zijn dan andere. In het geval de aard of de motivatie van de wijzigingen niet voldoende duidelijk waren in de LOG-file, werd de nodige uitleg en onderbouw aangeleverd door het Profitability & Costing team. In de LOG-file zelf is geen informatie of definitie beschikbaar met betrekking tot nieuw gecreëerde drivers.
- Tijdens onze werkzaamheden bleek dat de LOG-file niet alle wijzigingen bevat: bij het vergelijken van het model 2019 ten opzichte van 2018bis, werden wijzigingen gedetecteerd die niet opgenomen waren in de LOG-file. Het proces om wijzigingen op te nemen in de LOG-file werd bijgevolg niet altijd nageleefd. Wel kregen we bij navraag voldoende uitleg en onderbouw en zijn in het model de betrokken allocaties correct en als dusdanig toegepast.

2. Evaluatie van de voornaamste wijzigingen in cost drivers

- Wij hebben steekproefsgewijs 25 wijzigingen in cost drivers geselecteerd en de economische aanvaardbaarheid van deze wijzigingen geëvalueerd. Op basis van onze werkzaamheden

kunnen wij besluiten dat we geen opmerkingen hebben over de economische aanvaardbaarheid van de doorgevoerde wijzigingen:

- Sommige wijzigingen zijn doorgevoerd om het allocatiemodel van bpost te aligneren met evoluties in de structuur of de operaties van de onderneming. Uit onze selectie van 25 wijzigingen, werden 12 wijzigingen doorgevoerd vanwege bovenstaande redenen. De geldigheid en de causaliteit van deze wijzigingen werd geverifieerd.
 - Binnen de steekproef zijn 4 van de 25 wijzigingen doorgevoerd om de kostenallocaties binnen het model te verfijnen zodat deze op een meer nauwkeurige manier de operaties zou reflecteren. De geldigheid en de causaliteit van deze wijzigingen werd geverifieerd.
 - Sommige wijzigingen zijn doorgevoerd om de nomenclatuur binnen het allocatiemodel aan te scherpen. In 2019 betrof dit 8 van de 25 wijzigingen. De geldigheid en causaliteit van ook deze wijzigingen werd geverifieerd.
 - Een laatste wijziging is doorgevoerd doordat de betreffende kostobjecten in 2019 zijn verwijderd uit het allocatiemodel. De operationele activiteit "A-BU-MAIL-INT-GEN-INT001-XXXXXXXXXXXX (BPI Operations One-Offs)" werd verwijderd door de exceptionele aard van de kosten in 2018 (ten belope van € [REDACTED]). Deze kosten werden in 2019 niet meer opnieuw gemaakt.
- Sinds 2010 wordt een groot deel van de ondersteunende diensten reeds naar de operationele diensten/resources in het boekhoudsysteem I-promis verdeeld. Deze wijziging werd doorgevoerd in het kader van de implementatie van de nieuwe interne rapporteringstructuur "Full Income Statement" ("FIS"). Vanaf 2010 werden hierbij alle niet-operationele kosten gerelateerd aan general cost, energie, ICT, Human Resources, kuisdiensten, Facility Management, kosten gerelateerd aan het Excell project en werknemers in de reconversie cel doorgerekend aan operationele resources via cost drivers. Initieel werden ook kosten rond Corporate Project Management, Business Intelligence en Purchasing doorgerekend, maar deze zijn ofwel geïntegreerd in andere Business Units (bv. Purchasing geïntegreerd in Finance in 2019), ofwel zijn de kosten verwaarloosbaar geworden en verwijderd uit het model (bv. Corporate Project Managers). In het costing-model (SAS-ABM) werden de kosten van deze ondersteunende activiteiten als dusdanig al rechtstreeks toegewezen aan operationele resources. We hebben in dit verband volgende bijkomende procedures uitgevoerd:
 - De hierboven beschreven kosten in de boekhouding (I-promis) konden worden aangesloten met het detail van de toegewezen kosten.
 - De economische aanvaardbaarheid van de cost drivers werd geëvalueerd en op basis van onze werkzaamheden noteren we volgende bevindingen:
 - Zoals in vorige jaren is de kostenallocatie van de energiekosten gebaseerd op de jaarlijkse consumptie van ieder gebouw volgens de Energy Tool die alle elektronische facturen bevat. Tijdens onze procedures merkten we op dat er bij nieuwe business units soms geen consumptie beschikbaar is omdat nog geen factuur voor deze business unit in 2019 werd ontvangen. Dat is bijvoorbeeld het geval als bpost een gebouw huurt met een jaarlijkse elektriciteitsfactuur. Additioneel merkten we op dat energiekosten enkel in acht genomen worden voor gebouwen waarvoor energie elektronisch gefactureerd wordt. Als gevolg hiervan zijn geen gebouwen opgenomen waarvoor energie deel uitmaakt van de huurprijs of waarvoor facturen

niet elektronisch worden ontvangen. Deze energiekosten zijn inbegrepen in de kosten per vierkante meter en zijn dus beschouwd als een deel van de huurprijs. We bevelen aan om in de toekomst en in de mate van het mogelijke, voor nieuwe business units een inschatting te maken van de energieconsumptie, zodat aan de business units ook kosten voor energie worden doorgerekend. Eveneens raden wij aan niet-elektronische facturen mee in beschouwing te nemen net als het deel van de huur dat betrekking heeft op energie in de doorrekening.

- "General costs" kreeg in 2019 een nieuwe driver toegekend ("NRB and Profit Share") die de voorgaande drivers ("Non recurring bonus" en "5% bonus") samenvoegt om zo simplificatie van het model na te streven. Deze kosten bevatten voornamelijk bonussen die verdeeld worden op basis van het aantal VTE's die een bonus ontvangen en worden nu gegroepeerd en verdeeld aan de hand van één driver in plaats van opgesplitst.
- Binnen "ICT" werden in 2019 vier nieuwe drivers toegevoegd ("ICT Applications, "ICT User Devices", "ICT Telecom" en "ICT Other") om zo de verschillende soorten ICT kosten eenvoudiger toe te kunnen wijzen aan de verschillende segmenten op basis van het actuele gebruik. Deze drivers komen in de plaats van de drivers "Directly Allocated Costs" en "Reallocation of FM, CLE, PUR, ICT costs", en vereenvoudigen zo het model verder.
- "HR&O" kreeg twee nieuwe drivers toegekend ("Legal" en "Unions") om zo de kosten met betrekking tot de vakbonden en de legale diensten nauwkeuriger te kunnen doorrekenen aan de segmenten. Deze veranderingen verhogen de causaliteit en zijn een verfijning van de kostenallocatie. Daarnaast werd ter simplificatie de driver "Headcount" in 2019 vervangen door een eenvoudigere VTE-gebaseerde driver die tot hetzelfde resultaat leidt.
- Voor 25 toewijzingen naar operationele activiteiten werden cost drivers afgestemd en herrekend met brongegevens zoals deze voortvloeien uit de onderliggende database. De achterliggende database waarmee deze cost drivers werden afgestemd, is de analytische boekhouding in I-promis.
- De toegewezen kosten in de boekhouding naar operationele resources konden worden aangesloten met de respectievelijke resources in het costing-model (SAS-ABM).

► Met betrekking tot punt 3

Op basis van een selectie van 5 producten, hebben we voor elk van deze producten 5 activiteiten en voor elk van deze activiteiten één bijhorende resource geselecteerd. De uit deze selectie voortvloeiende resource en activity drivers werden geanalyseerd. Voor elke driver hebben wij het proces van het costing-model (SAS-ABM) tot de uiteindelijke bron van informatie nagegaan en afgestemd. Uit onze uitgevoerde procedures is gebleken dat de resource en activity drivers konden worden afgestemd met brongegevens zoals deze voortvloeien uit de onderliggende database.

► Met betrekking tot punt 4

De lijst met 645 producten (exclusief de producten die betrekking hebben op global sustaining), zoals ons overgemaakt door bpost, werd volledig gereconcilieerd met de lijst van de producten van 2019 die naar het BIPT moet worden verstuurd. De lijst met 645 producten is bijgevoegd als bijlage bij dit verslag. Wij begrijpen dat het BIPT de classificatie van 2008, 2009 en 2010 heeft goedgekeurd in het kader van de verificatie van de nettokosten van de aanbieder van de universele dienst. Omwille van de aanpassing van de methodologie van de verificatie van de nettokosten van de universele dienst en het juridisch vacuüm omwille van de afwezigheid van een specifiek wettelijk kader met betrekking tot de goedkeuring van de classificatie, werden de lijsten van 2011 tot 2013 niet formeel goedgekeurd door het BIPT. De lijst met producten voor het jaar 2014 en de classificatie hiervan werd goedgekeurd door het BIPT volgens het besluit van de raad van het BIPT van 12 februari 2016 onder voorbehoud van een aantal opmerkingen. De lijst met producten voor het jaar 2015 en de classificatie hiervan werd goedgekeurd door het BIPT volgens het besluit van de raad van het BIPT van 26 september 2017 onder voorbehoud van bepaalde aanpassingen en opmerkingen. De lijst met producten voor het jaar 2016 en de classificatie hiervan werd goedgekeurd door het BIPT volgens het besluit van de raad van het BIPT van 30 november 2018 onder voorbehoud van bepaalde opmerkingen. De lijst met producten voor het jaar 2017 en de classificatie hiervan werd goedgekeurd door het BIPT volgens het besluit van de raad van het BIPT van 29 oktober 2019 onder voorbehoud van bepaalde opmerkingen. De lijst met producten voor het jaar 2018 en de classificatie hiervan werd goedgekeurd door het BIPT volgens het besluit van de raad van het BIPT van 23 december 2019. De lijst met producten voor het jaar 2019 en de classificatie hiervan werd goedgekeurd door het BIPT volgens het besluit van de raad van het BIPT van 26 januari 2021.

Wij hebben de volgende procedures uitgevoerd: (i) nagegaan of alle producten waaraan kosten werden toegewezen ook in de lijst met producten werden opgenomen en aldus een relevante classificatie hebben en (ii) het bekomen van een afdoende toelichting van andere belangrijke wijzigingen in de classificatie of nieuwe productdefiniëringen ten aanzien van de lijst van 2018.

Naar aanleiding van de door ons uitgevoerde werkzaamheden hebben we de volgende bevindingen:

- Naar analogie met onze rapportering over de boekjaren 2007 tot 2018, merken we op dat bpost naast de standaardclassificaties (USO - "U", Openbaar - "P" en Commercieel - "C") ook nog de code "S" gebruikt. De code "S" heeft betrekking op de interne postverdeling.
- Bepaalde productgroepen van Business Mail, Direct Mail en Minipack werden gesplitst in twee categorieën in 2015. De ene categorie gerelateerd aan post in transit werd als commercieel ("C") geclassificeerd, de categorie voor post met eindbestemming België als "U" (USO). Tot 2015 maakte bpost geen onderscheid tussen producten in transit door België en diegene met België als oorsprong. Naar aanleiding van de wijzigingen in de regelgeving van categorieën in 2011, moest bpost alle categorieën die overeenkomen met "in transit" als "C" classificeren. bpost beschikte echter niet over betrouwbare manieren om het onderscheid te maken. Vervolgens, in 2013, werd deze informatie ter beschikking gesteld aan de afdeling costing van bpost, maar bpost kwam toen niet terug op de categorieën zoals oorspronkelijk gedefinieerd in 2011. Op vraag van het BIPT werden reeds in 2016 bijkomende producten van Minipack gesplitst in "C" (commercieel) en "U" (USO). bpost is deze productcategorie in 2019 blijven splitsen.
- Voor bpack producten werd het product met omschrijving "Enlèvement sur demande - Bpack" en ID "NAT-HCO-BPK-XXX-CON-XXX-X28" samengevoegd met product BPACK Contract Services met ID "NAT-HCO-BPK-XXX-CON-XXX-X61", beide geclassificeerd in "C" (commercieel).
- Product "Philately Cards" met ID "NAT-PHI-XXX-XXX-XXX-XXX-X17" gerelateerd aan filatelie werd om technische redenen van ID aangepast naar "NAT-PHI-XXX-XXX-XXX-XXX-118" en blijft geclassificeerd in "C" (commercieel).
- Aan de category "Bpack" werden twee producten toegevoegd namelijk "Bpack XL -XXL" en "Bpack XL - XXL unwanted". Dit betreft producten voor omvangrijke zendingen tot 3,5 meter lang, 170kg zwaar en met een maximaal volume van 1,5m³. Beide producten zijn geclassificeerd in "C" (commercieel).
- Introductie van tarief "non prior" voor producten "Cash Paid label" en "Stamp" beide voor Format non norm en Format norm allen geclassificeerd in "U" (universeel).
- In de category international werden 8 nieuwe producten gecreëerd op basis van nieuwe combinaties van tarief, prioriteit, formaat, bestemming en andere opties. De volgende producten werden geclassificeerd in "U" (universeel): Int Biz - PRI - Belg -ParcelsTrakPak - USO; Int'I Out - Prior-ROE-Recommandé-MAF-Plein tarif; Int'I Out - Prior-ROW-Recommandé-MAF-Plein tarif; Int'I Out - Prior-Lim-Recommandé-MAF-Plein tarif en Int Out - PRI - ROE - Format E - Mini - LVS - USO. De volgende producten werden geclassificeerd in "C" (commercieel): "Int Out - PRI - ROE -ParcelsTrakPak - COM", "Int Out - Retour - ROW - Format G - Direct Mail - NV" en "Int Biz-China-PRI-Belg-FormatE-BusMail-TNT-COM".
- Ter verduidelijking werd het product "Business Sustaining Mail - 00012132" van naam veranderd in "ENA - Combi-Pack" aangezien het een commercieel product is geclassificeerd in "C" (commercieel)

- Het product BPACK WORLD outside EU geïnclassificeerd in "U" (universeel) werd verwijderd uit de lijst en de kosten en opbrengsten zijn opgenomen onder de producten 18-pack world within EU above 10kg geïnclassificeerd in "C" (commercieel) en 18-pack world within EU, below 10kg geïnclassificeerd in "U" (universeel).
- Er werden 104 overige producten verwijderd van de lijst aangezien ze niet meer in gebruik zijn. Een overzicht van de verwijderde producten is opgenomen als bijlage bij dit rapport.
- In de categorie international werden 25 producten van naam veranderd door bepaalde namen af te korten. Het betreft de volgende afkortingen: Rest of Europe naar ROE, Prepaid Stamps naar Stamps en Tarif Daily naar Tar Daily. Deze producten blijven geïnclassificeerd in "U" (universeel).
- We zijn nagegaan dat brieven van minder dan 2 kg en pakketjes van minder dan 10 kg onder "U" (universeel) zijn geïnclassificeerd. We bemerkten geen uitzondering.
- Voor "global sustaining" werden de wijze van ingave en aanpassingen ten opzichte van het voorgaande jaar goed en uitgebreid beschreven. Een analytische vergelijking werd gemaakt van de kosten en opbrengsten voor "global Sustaining" in 2019 ten opzichte van 2018 en de belangrijkste verschillen werden verklaard. Daarnaast werden de belangrijkste kosten en opbrengsten van "global Sustaining 2019" inhoudelijk verklaard en nagekeken.
- Echter, net zoals bpost gedaan heeft voor de kosten van "global sustaining" in 2016, is het aanbevolen de opbrengsten "global sustaining" te analyseren om te zien of deze niet kunnen worden toegewezen aan commerciële producten.

► Met betrekking tot punt 5

Door middel van interviews, op basis van ontvangen informatie van de betrokkenen en op basis van een steekproef van 25 wijzigingen, hebben wij de procedures volgens dewelke de basisgegevens van de analytische boekhouding worden gewijzigd en/of ingevoerd, evenals de verschillende controles die deze procedures bevatten geanalyseerd. Op basis van de uitgevoerde werkzaamheden kunnen we bevestigen dat:

- (i) de wijzigingen zijn geïnventariseerd en gedocumenteerd volgens een goed opgestelde en duidelijke chronologie waarbij de ingestelde procedures worden nageleefd.
- (ii) De wijzigingen zijn niet altijd uitgevoerd door de volgens het organigram gemachtigde personen: voor de MRS-RSS waardeketen zijn wijzigingen doorgevoerd door een niet formeel gemachtigde, m.d. door de gemachtigde voor de MRS-BIZ waardeketen. Deze persoon zou over de juiste kennis beschikken om aanpassingen te maken omdat er sterke overeenkomsten zijn tussen de MRS-RSS en MRS-BIZ waardeketen.
- (iii) Deze wijzigingen concreet vertaald zijn in het costing-model

Met betrekking tot (i) hebben wij vastgesteld dat het loggen van wijzigingen per sequentie (chronologie van de kostentoewijzing in SAS-ABM) manueel in een Excel bestand wordt geïnventariseerd. Bovendien worden de wijzigingen sinds 2010 eveneens onderbouwd via LOG-files. We wensen hierbij evenwel de aandacht te vestigen dat alle informatie die is opgenomen in de LOG-files, niet automatisch geregistreerd werd. Daarnaast bevat de LOG-file enkel de uitgevoerde veranderingen; bijkomende stappen in het proces (bv. aanvraag van modificaties in het costing-model) worden momenteel niet ondersteund door gestandaardiseerde documentatie. Voor onze overige opmerkingen over het gebruik van de LOG-files verwijzen we naar punt 3 van onderhavig verslag.

Met betrekking tot (ii) kunnen we besluiten dat de wijzigingen in sommige gevallen niet door de volgens het organigram gemachtigde personen zijn aangebracht, maar dat een redelijke verklaring kon worden gegeven in geval van discrepanties. Met betrekking tot (iii) hebben wij op basis van een steekproef van 25 wijzigingen vastgesteld dat de wijzigingen concreet zijn vertaald in het costing-model SAS-ABM.

HET COLLEGE VAN COMMISSARISSEN,

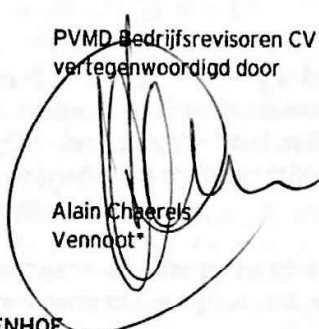
DE LEDEN VAN HET INSTITUUT DER BEDRIJFSREVISOREN

EY Bedrijfsrevisoren BV
vertegenwoordigd door



Han Wevers
Partner*
* Handelend in naam van een BV


PVMD Bedrijfsrevisoren CV
vertegenwoordigd door



Alain Chaerels
Vennoot*

HET REKENHOF

vertegenwoordigd door



Philippe Roland
Eerste voorzitter van het Rekenhof



Hilde François
Voorzitter van het Rekenhof